

Pour une Grande Région Grenobloise, acteur collectif de son avenir

Où se joue l'avenir, économique, social, environnemental, de la Grande Région Grenobloise? Où se construisent les grands débats, les grands choix politiques, les grandes décisions publiques pour demain? Où est-on collectivement à la hauteur des sujets présents et futurs de la GREG? Dans ses 268 communes et les 7 EPCI qui les regroupent, assurément. Mais on ne peut plus s'en tenir uniquement là.

Si l'on est d'accord pour considérer que la GREG est un grand territoire d'interdépendances économiques, sociales et environnementales, alors la question est posée de la scène politique qui l'organise en tant qu'acteur collectif. Le SCoT et son syndicat mixte ont l'immense mérite d'avoir permis que soit reconnue cette Grande Région Grenobloise. Le SCoT est actuellement le seul cadre stratégique global pour l'avenir de la GREG. Mais quelle que soit son utilité comme document d'urbanisme, que personne ne conteste, et les avancées coopératives qu'il a portées, souvent à bas bruit, il n'est plus, en tant que tel, suffisant. Ni pour une GREG collectivement performante face ses propres défis, ni pour une GREG capable de se faire entendre sur la scène régionale et alpine des grands territoires.

Il faut continuer à faire vivre le SCoT, document et espace de projet, de convergence, de pédagogie, d'appui réglementaire. Mais il faut aller bien au-delà, et se donner les leviers d'ambitions plus fortes pour la GREG.

UN CADRE DE POLITIQUES PUBLIQUES STRUCTURANTES

Un SCoT sans outils puissants de mise en œuvre, c'est un cerveau sans bras. La GREG a besoin de leviers opérationnels à son échelle pour donner corps à sa stratégie. La réponse habituelle selon laquelle le SCoT propose un projet général, dont les EPCI et les communes sont ensuite les maîtres d'ouvrage par leurs propres politiques, ne résoudra pas tout. Il faut une autorité organisatrice de mobilité métropolitaine. Il faut un outil commun pour opérer les grands projets qui sont à porter par la GREG tout entière, et non à développer dans la concurrence de ses territoires. Il faut un cadre prospectif, d'ingénieries, de projection et d'attractivité économiques, d'expertise des transitions, avec des moyens réels de faire face aux immenses questions que posent le changement climatique, les mutations technologiques, les menaces sur le vivant, les nouveaux modes de vie et les nouvelles questions sociales, etc.

La perspective pour les grands territoires comme la GREG n'est pas de faire advenir le « grand tout » intégrateur, la super-collectivité. C'est au contraire de permettre de travailler dans l'articulation des échelles, communales, intercommunales, intercommunautaires, grâce à des outils et des cadres communs.

DES PRIORITÉS COLLECTIVES À LA HAUTEUR DES DÉFIS DE DEMAIN

La GREG a besoin du laboratoire des politiques publiques de demain, autant que de la scène politique pour les arbitrer. Les changements contemporains sont trop rapides et trop fondamentaux pour laisser les communes et les communautés les affronter chacune à leur manière, avec leurs seuls moyens et leur volonté. La transition écologique et énergétique, la mutation numérique, l'adaptation au changement climatique, l'entrée dans l'ère de l'économie circulaire, collaborative, cognitive, solidaire, toutes ces perspectives et les incertitudes qui les accompagnent, vont appeler une génération radicalement nouvelle de politiques publiques. On ne franchira pas ces étapes nouvelles « chacun pour soi » ou dans l'entre soi. Il va falloir changer de modèle économique, de modèle d'urbanisation, de modèle d'usage des ressources, de modèle touristique, de modèle agricole, et bien d'autres encore. La GREG est-elle organisée politiquement pour y faire face collectivement?

Soyons lucides : la Grande Région Grenobloise ne manque pas d'acteurs innovants, de volontés politiques et capacités transformatrices, de ressources sociales, culturelles, scientifiques ou environnementales à faire valoir ; elle manque de la scène collective où tout cela s'ajuste et construit son efficacité globale.

UNE VISION POLITIQUE ET UN IMAGINAIRE TERRITORIAL PARTAGÉ

Il n'est jamais trop tard. Convenons qu'avec son SCoT, la GREG a terminé une longue première étape de sa reconnaissance et de sa structuration, qui a commencé à la fin des années 1960 avec l'élaboration de son SDAU. Comme la RUG avant elle, la GREG demeure avant tout soucieuse de l'équilibre entre ses grandes composantes. Elle reste dominée par le jeu politique entre le cœur grenoblois et ses « périphéries ». Elle s'est coulée dans les vallées et n'est jamais vraiment parvenue à établir une solidarité de projet avec le Vercors et la

Chartreuse, pourtant largement intégrés dans son fonctionnement au quotidien. Il faut faire bouger ces lignes d'antan et entrer dans une perspective à long terme où les façons d'aborder les problèmes de demain ne seront plus celles héritées des glorieuses années 1960. Il faut ouvrir une nouvelle étape pour la GREG.

Investir réellement et sincèrement la scène politique du grand territoire avec des ambitions nouvelles est d'autant plus nécessaire que les forces de fragmentation, de repli, de retour aux fausses solutions de l'entre-soi hyper-local, connaissent un évident regain dans la société toute entière. La GREG a besoin qu'on croit en elle, qu'on la raconte, qu'on la projette, qu'on en soit fier, qu'on la revendique. Et ses voisins ont, en retour, besoin d'une GREG dont ils entendent ce qu'elle veut devenir, ce qu'elle propose au-delà d'elle-même, dans quelles relations réciproques elle veut entrer.

L'imaginaire territorial partagé est la matière première du projet. Une vision politique commune en est l'énergie. Il ne faut rien perdre de ce qui s'est construit, et du SCoT en premier lieu, mais rien ne serait pire que de s'en contenter. Le SCoT comme traité de paix entre les secteurs de la GREG n'est plus le sujet.

Une nouvelle étape de travail fédérateur de la GREG doit commencer, avec l'ensemble des élus et des forces vives du grand territoire, et la volonté commune de devenir l'acteur collectif de sa transformation.

Martin Vanier & Alain Faure - 26/11/2018